

Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française (SCP 327/02)

Convention collective de travail du 10 septembre 2021

Régime de chômage avec complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves.

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique exclusivement aux employeurs et aux travailleurs moins valides ou ayant des problèmes physiques graves des entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

Par "travailleurs moins valides ou ayant des problèmes physiques graves", on entend : le personnel masculin et féminin.

1. Les travailleurs moins valides reconnus par une autorité compétente :

- a) les travailleurs qui remplissent les conditions médicales pour être inscrits à une agence pour personnes handicapées, et plus précisément : au service bruxellois « Personne handicapée autonomie recherchée » (Phare), à l'Agence pour une Vie de Qualité (AVIQ), au Dienststelle für Personen mit Behinderung (DPB), au Vlaamse Dienst van Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB) et à la Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (VAPH).
- b) les travailleurs qui remplissent les conditions médicales pour avoir droit à une allocation de remplacement de revenus ou à une allocation d'intégration conformément à la loi du 27 février 1987 relative aux personnes handicapées ;
- c) les travailleurs de groupe-cible occupés auprès d'employeurs qui relèvent de la Sous-commission paritaire n° 327.02 pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.
- d) les travailleurs ayant une incapacité permanente de travail de plus de 65% dans le cadre de la législation relative aux accidents de travail ou de la législation relative aux maladies professionnelles.

2. Les travailleurs ayant des problèmes physiques graves qui ont été occasionnés intégralement ou partiellement par leur activité professionnelle ou toute activité professionnelle antérieure, et qui entravent significativement la poursuite de l'exercice de leur métier, à l'exclusion des personnes qui, au moment de la demande, bénéficient d'une allocation d'invalidité en vertu de la législation relative à l'assurance maladie-invalidité et qui ne sont pas occupées en ce sens qu'elles ne fournissent pas de prestations de travail effectives.

Article 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 § 6 de l'Arrêté Royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise et de la convention collective de travail n° 150 du 15 juillet 2021 conclue au sein du Conseil national du travail (prolongation de la convention collective de travail n° 133 du 23 avril 2019, enregistrée le 23 avril 2019 sous le numéro 151397/CO/300) instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves, en cas de licenciement, le principe de l'application d'un régime de chômage avec complément d'entreprise du type convention collective de travail n° 17 est admis dans le présent secteur pour le personnel actif, licencié pendant la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2023, qui opte pour cette formule et qui remplit les conditions suivantes :

- Atteindre l'âge de 58 ans entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2023 inclus;
- Et justifier d'une carrière professionnelle d'au moins 35 ans en tant que travailleur salarié au moment de la fin du contrat de travail, dont cinq années dans le secteur.

Le travailleur qui réunit les conditions d'accès à ce RCC et dont le délai de préavis expire après le 30 juin 2023 maintient le droit au complément d'entreprise.

Article 3. Le complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française accordé au chômeur avec complément à 58 ans est égal à 65% de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage. Il s'entend brut, avant toute déduction sociale et/ou fiscale légale.

Article 4. Le montant du complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 (Moniteur belge du 20 août 1971).

En outre, le montant du complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française est révisé chaque année au 1^{er} janvier sur la base du coefficient fixé par le Conseil national du travail en fonction de l'évolution des salaires.

Article 5. Afin de répartir les charges des régimes de chômage avec complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française susceptibles d'être accordés, les interlocuteurs sociaux ont décidé de mettre à charge du "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté" subsidiées par la Commission communautaire française, la responsabilité d'examiner les dossiers régime de chômage avec complément du FSE en fonction des conditions prévues par la réglementation et d'assurer le paiement du complément du FSE. Les interlocuteurs sociaux réaliseront cet objectif dans le cadre du budget mis à leur disposition à cet effet par le FSE. Ils déclarent que c'est dans cette optique que devront agir les membres du comité de gestion du Fonds.

Article 6. La prise en charge du complément du Fonds de sécurité d'existence fait l'objet d'un accord écrit entre le Fonds de sécurité d'existence et l'employeur. Si l'employeur licencie en vue du régime de chômage avec complément du Fonds sans obtenir l'accord du Fonds, le complément du Fonds sera à sa charge.

Article 7. Le chômeur avec complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française sera remplacé suivant les dispositions légales.

Article 8. Le régime de chômage avec complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française est facultatif.

L'employeur s'engage à informer, en temps utile, le travailleur de la possibilité pour ce dernier d'opter pour un régime de chômage avec complément du FSE. En particulier, l'employeur informera le travailleur de cette possibilité avant toute décision de licenciement afin de laisser à ce dernier toute liberté de choix.

Article 9. Le départ en régime de chômage avec complément du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française dans les conditions définies ci-dessus dans l'article 6 donne lieu par le travailleur à la prestation de son préavis.

Article 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021, pour les régimes de chômage avec complément d'entreprise qui prennent cours à partir du 1^{er} janvier 2021 et cesse de produire ses effets le 30 juin 2023.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie (PSC 327/02)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 2021

Werkloosheidsstelsel met toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Beschutte Werkplaatsen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie voor sommige oudere mindervalide werknemers of werknemers met ernstige lichamelijke problemen.

Artikel 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de werkgevers en werknemers die mindervalide zijn of met ernstige lichamelijke problemen kampen van de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Onder "mindervalide werknemers of werknemers met ernstige lichamelijke problemen" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk personeel.

1. De mindervalide werknemers erkend door een bevoegde autoriteit:

- a) de werknemers die voldoen aan de medische voorwaarden om ingeschreven te worden in een agentschap voor personen met een handicap, meer bepaald: bij de Brusselse dienst "Personne handicapée autonomie recherchée" (Phare), bij het Agence pour une vie de Qualité (AVIQ), bij de Dienststelle für Personen mit Behinderung (DPD), bij de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding en bij het Vlaams Agentschap voor personen met een handicap (VAPH).
- b) de werknemers die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratie-uitkering in overeenstemming met de wet van 27 februari 1987 betreffende personen met een handicap;
- c) de doelgroepwerknemers tewerkgesteld bij werkgevers die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 327.02 voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.
- d) de werknemers met een blijvende arbeidsongeschiktheid van meer dan 65 % in het kader van de arbeidsongevallenwetgeving of de wetgeving inzake beroepsziekten;

2. De werknemers met ernstige lichamelijke problemen die geheel of gedeeltelijk veroorzaakt zijn door hun beroepsactiviteit of elke vroegere beroepsactiviteit en die de verdere uitoefening van hun beroep significant bemoeilijken, met uitsluiting van personen die op het ogenblik van de aanvraag een invaliditeitsuitkering genieten krachtens de wetgeving inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering en niet tewerkgesteld zijn in de zin dat zij geen effectieve arbeidsprestaties leveren.

Artikel 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 3, § 6 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het werkloosheidsstelsel met bedrijfstoelage en van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 150 van 15 juli 2021, gesloten in de Nationale Arbeidsraad (verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 133 van 23 april 2019, geregistreerd op 23 april 2019 onder nummer 151397/CO/300) tot invoering van een stelsel van aanvullende vergoeding voor sommige oudere mindervalide werknemers en werknemers met ernstige lichamelijke problemen, indien zij worden ontslagen, wordt het principe van de toepassing van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage van het type collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 in deze sector toegepast voor het actief personeel, ontslagen tussen 1 januari 2021 en 30 juni 2023, dat voor deze formule kiest, en voldoet aan de volgende voorwaarden:

- de leeftijd van 58 jaar bereiken tijdens de periode tussen 1 januari 2021 tot en met 30 juni 2023;
- en aantonen van een beroepsverleden van ten minste 35 jaar als loontrekkende op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, waarvan vijf jaar in de sector.

De werknemer die voldoet aan de toelatingsvoorwaarden voor dit SWT en van wie de opzeggingstermijn afloopt na 30 juni 2023 behoudt het recht op de bedrijfstoelage.

Artikel 3. De toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Beschutte Werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie die wordt toegekend aan de werkloze met toeslag van 58 jaar oud is gelijk aan 65% van het verschil tussen het netto referentieloon en de werkloosheidsuitkering. Hieronder wordt verstaan het brutobedrag, vóór enige wettelijke sociale en/of fiscale afhouding.

Artikel 4. Het bedrag van de toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Beschutte Werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie is gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de modaliteiten die gelden voor de werkloosheidsvergoedingen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 (Belgisch Staatsblad van 20 augustus 1971).

Bovendien wordt het bedrag van de toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Beschutte Werkplaatsen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie jaarlijks op 1 januari herzien op basis van de coëfficiënt die wordt vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad in functie van de evolutie van de lonen.

Artikel 5 Om de lasten te verdelen van de stelsels van werkloosheid met bedrijfstoeslag van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie die mogelijk zullen worden toegekend, hebben de sociale gesprekspartners besloten om het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen", gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie, op te dragen om de dossiers *werkloosheidsstelsel met toeslag van het FBZ* te onderzoeken in functie van de voorwaarden bepaald in de regelgeving en om in te staan voor de uitbetaling van de toeslag van het FBZ. De sociale gesprekspartners zullen deze doelstelling realiseren binnen het kader van het budget dat hen daartoe ter beschikking wordt gesteld door het FBZ. Zij verklaren dat de leden van het beheerscomité van het fonds vanuit die optiek zullen moeten handelen.

Artikel 6. De tenlasteneming van de toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid wordt vastgelegd in een schriftelijke overeenkomst tussen het fonds voor bestaanszekerheid en de werkgever. Indien de werkgever ontslaat met het oog op het werkloosheidsstelsel met toeslag van het Fonds zonder het akkoord van het fonds, valt de toeslag van het FBZ te zijnen laste.

Artikel 7. De *werkloze* met toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Beschutte Werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie zal worden vervangen volgens de wettelijke bepalingen.

Artikel 8. Het werkloosheidsstelsel met toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Beschutte Werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie is facultatief.

De werkgever verbindt er zich toe te gelegener tijd de werknemer te informeren over de mogelijkheid voor deze laatste om te opteren voor een werkloosheidsstelsel met toeslag van het FBZ. In het bijzonder zal de werkgever de werknemer op de hoogte brengen van deze mogelijkheid vóór elke beslissing tot ontslag ten einde aan deze laatste elke vrijheid van keuze te laten.

Artikel 9. Het vertrek in werkloosheidsstelsel met toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Beschutte Werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie onder de voorwaarden die hierboven in artikel 6 zijn bepaald, geeft voor de werknemer aanleiding tot het presteren van zijn opzeggingstermijn.

Artikel 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2021, voor de werkloosheidsstelsels met bedrijfstoeslag die in werking treden vanaf 1 januari 2021 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2023.

Conform artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.